



Établissement public à caractère administratif

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00

OBJET DU MARCHÉ

Collecte de données biométriques et biologiques sur tous les stades de l'anguille (civelles, jaunes et argentées) capturées par la pêche professionnelle et analyse des otolithes dans le cadre du data collection framework (DCF)

MARCHE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1er avril 2019 (CCP)
(Articles L.2124-1 et L.2124-2, ainsi que R.2124-1, R.2124-2, R.2162-13 et R.216214)

Marché n° 2025-63

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	3
1.3 PROCÉDURE ET FORME MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : DURÉES	4
ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXECUTION	5
4.1 INTERLOCUTEUR DE L' ADMINISTRATION	5
4.2 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE	5
4.3 DÉLAI D'EXÉCUTION.....	6
4.4 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	6
4.5 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	6
4.6 GARANTIE TECHNIQUE	6
4.7 CLAUSE DE RÉEXAMEN	6
4.8 CLAUSE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	7
ARTICLE 5 : RÉGIME FINANCIER	7
5.1 FORME DU PRIX.....	7
5.2 CONTENU DU PRIX	8
5.3 RÉVISION DES PRIX	8
5.4 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDES.....	10
5.5 NANTISSEMENT, CESSIION DE CRÉANCE	10
5.6 RETENUE DE GARANTIE.....	11
5.7 AVANCE.....	11
5.8 ACOMPTES	11
5.9 UNITÉ MONÉTAIRE	12
5.10 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	12
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	12
6.1 MODALITÉS DE PAIEMENT	12
6.2 MODALITÉS DE FACTURATION.....	12
ARTICLE 7 : PÉNALITÉS.....	13
7.1 PÉNALITÉS POUR RETARD.....	13
7.2 AUTRE PÉNALITÉ	13
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	14
8.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8.2 OBLIGATIONS DE L'OFB.....	14
ARTICLE 9 : SOUS TRAITANCE	15
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ, PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	15
10.1 CONFIDENTIALITÉ.....	15
10.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	16
ARTICLE 11 : PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSIION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	16
ARTICLE 12 : ASSURANCES.....	17
ARTICLE 13 : PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE	17
ARTICLE 14 : RESILIATION	18
ARTICLE 15 : ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	18
ARTICLE 16 : DIFFÉRENDS.....	18
ARTICLE 17 : DÉROGATIONS	19

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition de données biométriques et sanitaires ainsi que le prélèvement d'otolithes et d'échantillons de nageoires sur des anguilles et civelles capturées par des pêcheries professionnelles.

Il est composé de deux (2) missions :

- Mission 1 : Suivi des pêcheries d'anguilles jaunes et argentées.
- Mission 2 : Suivi des pêcheries civelières.

La description détaillée des prestations est donnée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement du marché

Le marché est alloti en sept (7) lots comme suit :

- Lot 1 : collecte, biométrie et prélèvements d'échantillons pour les **anguilles jaunes et argentées en domaine fluvial, façade atlantique (UGA LCV, GDC et ADR)**.
- Lot 2 : collecte des **civelles** en secteur **Sud Loire (Loire exclue)**.
- Lot 3 : collecte des **civelles** en secteur **Nord Loire (Loire incluse)**.
- Lot 4 : collecte, biométrie et prélèvements d'échantillons pour les **anguilles jaunes en domaine maritime, façade atlantique (Sud Loire, Loire exclue)**.
- Lot 5 : collecte, biométrie et prélèvements d'échantillons pour les **anguilles jaunes en domaine maritime, façade atlantique (Nord Loire, Loire incluse)**.
- Lot 6 : collecte, biométrie et prélèvements d'échantillons pour les **anguilles jaunes et argentées en domaine fluvial et maritime, façade méditerranéenne**.
- Lot 7 : Lecture des otolithes des anguilles jaunes et argentées.

1.3 Procédure et forme marché

La procédure de passation est l'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 du code de la commande publique (CCP).

Pour les lots 1 à 6 :

Il s'agit d'un marché ordinaire, mono attributaire, à prix mixtes forfaitaires et unitaires.

Pour les lots 1 et 6 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 à 6

Pour les lots 2 et 3 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 et 3

Pour les lots 4 et 5 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 à 5

Pour le lot 7 :

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande, mono attributaire, à prix mixtes forfaitaires et unitaires.

Les prix sont :

- Forfaitaire pour les postes 1 et 2
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 3 et 4

1.4 Montant maximum définis pour la section relative aux bons de commande (prix unitaire)

N° des lots	Montants HT maximum en €
1	12 000,00
2	6 000,00
3	3 000,00
4	3 000,00
5	4 500,00
6	58 500,00
7	126 500,00

ARTICLE 2 : DURÉES

Le marché sera conclu à compter des dates définies dans le tableau ci-dessous.

N° du lot	Durées	À compter de
1	36 mois	la date de de début d'exécution : 01/04/2027
2	48 mois	la date de de début d'exécution : 01/10/2026
3	48 mois	la date de de début d'exécution : 01/10/2026
4	48 mois	la date de notification
5	48 mois	la date de notification
6	48mois	la date de notification
7	48 mois	la date de de début d'exécution : 01/04/2026 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure

Le marché est reconductible selon les dispositions suivantes :

Pour le lot 1 :

La durée du marché est ferme durant 24 mois à compter de sa date de début d'exécution ou de notification si celle-ci est postérieure puis reconductible tacitement, une fois pour 12 mois à compter de sa date anniversaire de notification ou de début d'exécution, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R 2112-4).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Pour les lots 2 au lot 7 :

La durée est ferme durant 24 mois à compter de sa date de début d'exécution ou de notification puis reconductible tacitement, par période de 12 mois à compter de sa date anniversaire de notification ou de début d'exécution, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R 2112-4).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ([CCAG-FCS](#)), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION

4.1 Interlocuteur de l'administration

Pour l'exécution technique du marché, le titulaire s'adresse au responsable OFB de la prestation : André Guirec – numéro de téléphone : + 33 (0)2 23 48 54 47 - courriel : guirec.andre@ofb.gouv.fr

Pour toutes questions liées à l'exécution financière de l'accord-cadre, le titulaire envoie ses questions à l'adresse mail suivante : financier.srd@ofb.gouv.fr

Pour toutes questions liées à l'exécution administrative de l'accord-cadre, le titulaire envoie ses questions à l'adresse mail suivante : marches.publics@ofb.gouv.fr

4.2 Représentant du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.3 Délai d'exécution

Il fait ici application des articles 13.1.1 du CCAG de référence.

Les délais d'exécution du marché pour les différentes étapes et les livrables sont définis dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 13.2.3 du CCAG de référence, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des livrables finalisés au responsable OFB, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

4.4 Prolongation du délai d'exécution du marché

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

4.5 Opérations de vérification

Il est fait application du chapitre 5 (articles 27 à 30) du CCAG-FCS, relatives à la constatation de l'exécution des prestations.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au responsable OFB de la prestation de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Conformément au paragraphe 28.2 du CCAG de référence, le responsable OFB de l'étude dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

4.6 Garantie technique

Sans objet.

4.7 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément aux articles R. 2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Est ainsi insérée au présent marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- Modification du plan de versement des acomptes ;

- Modification pour circonstances imprévues.

La mise en œuvre de ces modifications est subordonnée à la seule décision de la personne publique. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toutes modifications concernant le présent marché fait l'objet d'un acte administratif (avenant, ordre de service, certificat administratif, ...) émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et sont notifiées au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception.

4.8 Clause de développement durable

Clause environnementale

L'objet du marché portant sur la biodiversité, l'environnement constitue une condition d'exécution.

Le titulaire met en œuvre des mesures concrètes pour limiter l'impact environnemental de la prestation conformément aux stipulations indiquées dans son offre.

ARTICLE 5 : REGIME FINANCIER

5.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix mixtes forfaitaires et unitaires, hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les lots 1 à 7 :

A prix forfaitaires et unitaires.

Pour les lots 1 et 6 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 à 6

Pour les lots 2 et 3 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 et 3

Pour les lots 4 et 5 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour le poste 1
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 2 à 5

Pour le lot 7 :

Les prix sont :

- Forfaitaire pour les postes 1 et 2
- Unitaire (bon de commande) pour les postes 3 et 4

Les prix du marché **sont révisables** dans les conditions prévues au paragraphe 6.3 du présent document.

Les prix initiaux sont fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

5.2 Contenu du prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions de suivi, aux déplacements (dont les éventuels frais d'hébergement et de restauration) ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires, l'assurance, le coût de la main d'œuvre.

5.3 Révision des prix

Pour les lots 4, 5, 6 et 7 (*) :

Pour le poste 1 : partie forfaitaire

Les prix initiaux sont fermes pendant la première année de marché à compter **de la date notification** de celui-ci.

Ensuite, pour tenir compte de la variation économique, les prix initiaux sont révisés **à compter de la date anniversaire de notification du marché**, dans la limite d'une modification tarifaire par tranche de douze 12 mois selon la formule indiquée ci-dessous :

L'indice (I) utilisé est celui publié par l'INSEE sous le code 010766586, correspondant à la catégorie CPF 71.12 – Services d'ingénierie et de conseil technique connexes et géomètres.

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé.

P₀ = prix initial

I = valeur de l'indice trimestriel INSEE 010766586 connu à **la date anniversaire de notification** du marché.

I₀ = valeur de ce même indice trimestriel connu **à la date de remise des offres**, cet indice est reporté dans l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

Pour les autres postes à prix unitaire (bon de commande)

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Les prix initiaux seront révisés annuellement, pour tenir compte des évolutions des tarifs du fournisseur dans la limite d'une révision de prix par an à compter de la date anniversaire de notification du marché.

Pour les lots 1, 2, 3 et 7 (*)

Pour le poste 1 : partie forfaitaire

Les prix initiaux sont fermes pendant la première année de marché à compter **de la date de début d'exécution** de celui-ci.

Ensuite, pour tenir compte de la variation économique, les prix initiaux sont révisés **à compter de la date anniversaire du début d'exécution du marché** dans la limite d'une modification tarifaire par tranche de douze 12 mois selon la formule indiquée ci-dessous :

L'indice (I) utilisé est celui publié par l'INSEE sous le code 010766586, correspondant à la catégorie CPF 71.12 – Services d'ingénierie et de conseil technique connexes et géomètres.

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial

I = valeur de l'indice trimestriel INSEE 010766586 connu à **la date anniversaire du début d'exécution** du marché.

I₀ = valeur de ce même indice trimestriel connu **à la date de remise des offres**, cet indice est reporté dans l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

Pour les postes à prix unitaires (bon de commande)

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Les prix initiaux seront révisés annuellement, pour tenir compte des évolutions des tarifs du fournisseur dans la limite d'une révision de prix par an à compter de la date anniversaire du début d'exécution du marché.

(*) pour le lot 7 la formule de révision à prendre en compte dépendra de sa date de notification :

Avant le 01/04/2025 prendre la formule définie pour les lots 1,2 et 3

Après le 01/04/2025 prendre la formule définie pour les lots 4,5 et 6.

Pour tous les lots :

Le calcul de la révision de prix

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire, il doit fournir à la personne publique les informations (notamment la valeur de l'indice I dans le cas du poste à prix forfaitaires) nécessaires au contrôle dudit calcul.

Il transmettra sa proposition de prix révisés à l'adresse mail suivante : revision-prix@ofb.gouv.fr en mettant en copie le responsable OFB de la prestation : guirec.andre@ofb.gouv.fr.

L'application des prix révisés :

Les prix révisés, calculés conformément à la formule définie ci-dessus ne seront applicables qu'à compter de la date d'obtention de l'accord formel du pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée. Cette date constitue le point de départ de l'application des nouveaux prix, sans effet rétroactif.

Clause de sauvegarde :

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité dès lors que les révisions de prix successives conduisent à une augmentation de 20% sur la durée totale du marché.

5.4 Émission des bons de commandes

Les postes « bon de commande » définis au paragraphe 6.1 du présent document sont exécutés par l'émission de bons de commandes, au fur et à mesure des besoins de la personne publique. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les bons de commande indiqueront :

- le nom de l'organisme émetteur du bon de commande ;
- la référence du marché (2025-63), du lot et du poste ;
- les références du titulaire (dénomination sociale et adresse) ;
- les coordonnées (nom, adresse, téléphone, adresse e-mail) de l'émetteur du bon de commande ;
- le détail de la commande (nature, poste, quantité) ;
- les prix unitaires hors taxes en vigueur à la date du bon de commande ;
- le montant HT et TTC du bon de commande ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution.

5.5 Nantissement, cession de créance

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Concernant la partie à bons de commande du marché, il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

Le cas échéant, il est délivré au sous-traitant à paiement direct une copie de l'original du marché revêtu de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance pour la partie sous-traitée.

Le cas échéant, pour la partie les concernant il est délivré au nom du groupement, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtu de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

5.6 Retenue de garantie

Sans objet.

5.7 Avance

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire.

Conformément, à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

Pour la partie forfaitaire :

Conformément à l'option A définie à l'article 11 du CCAG/FCS, en cas d'acceptation de l'avance et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13, du code de la commande publique, il est prévu une avance de 30% au marché. Son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

Pour la partie à bon de commande.

Conformément à l'option B définie à l'article 11 du CCAG/FCS, en cas d'acceptation de l'avance et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13 et R.2191-16, du code de la commande publique, il est prévu une avance lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

5.8 Acomptes

Conformément à l'article R.2191-22, la commande publique des acomptes seront versés au titulaire selon une périodicité **trimestrielle**, en fonction de l'état d'avancement des prestations réalisées.

Le titulaire devra transmettre une demande d'acompte accompagnée :

- d'un document présentant les prestations réalisées avec l'indication du poste et du lot correspondant,
- d'une facture conforme aux dispositions du marché,
- des livrables intermédiaires, le cas échéant.

Chaque acompte sera calculé sur la base des prestations effectivement réalisées et validées par le responsable de projet OFB. En l'absence de livrables ou de justification suffisante de l'avancement, aucun acompte ne pourra être versé.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

5.9 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du marché est l'euro.

5.10 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur.

En cas de prestation de services de biens réalisée par un fournisseur établi hors de France (qu'il soit situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un pays tiers), le client assujéti à la TVA en France est tenu d'autoliquider la TVA conformément à l'article 283-2 du Code général des impôts. Le fournisseur n'étant pas établi en France, la facture est émise hors taxe. Le client devra déclarer la TVA correspondante dans sa propre déclaration mensuelle ou trimestrielle selon son régime d'imposition.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif.

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Modalités de facturation

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro du marché (2025-63), du lot et de l'acompte ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- La désignation des prestations réalisées en indiquant notamment la référence de l'acompte ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- Taux de TVA ;

- Article du Code Générale des Impôts ainsi que qu'une attestation à jour (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : **STB** ;
- Le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/2025/XXXXXXXXX (à demander au responsable OFB de l'étude).

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Pénalités pour retard

Sans objet.

7.2 Autre pénalité

Pour les lots 1 à 6 :

En cas d'absence d'une justification jugée recevable par le responsable du projet au sein de l'OFB. Les pénalités prévues définies ci-dessous seront appliquées de plein droit, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit requise.

En cas de non réalisation d'une collecte annuelle, le titulaire se verra appliquer une pénalité HT de 5% du montant total de la collecte prévue dans les plans d'échantillonnage déterminés dans le CCTP

En cas de réalisation partielle d'une collecte annuelle prévue dans les plans d'échantillonnage précisés dans le CCTP, le titulaire se verra appliquer une pénalité HT forfaitaire de 8 € par individus non collecté.

Pour le lot 7 :

En cas d'absence d'une justification jugée recevable par le responsable du projet au sein de l'OFB. Les pénalités prévues définies ci-dessous seront appliquées de plein droit, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit requise.

En cas de non-respect des recommandations pour la lecture des otolithes indiquées dans le protocole fourni par l'OFB, une pénalité HT forfaitaire de 200 € par constatations.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

8.1 Obligations du titulaire

Obligation de résultat s'agissant de la prestation, des livrables et des délais

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions prévues dans le cadre de la prestation.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché notamment de :

- coordonner les missions confiées au titulaire ;
- transmettre les différents justificatifs demandés.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCTP.

Les livrables sont définis au CCTP pour chacune des prestations. Le titulaire est tenu de remettre à l'OFB l'ensemble des livrables indiqués au CCTP aux formats précisés dans le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations attendues et décrites dans le CCTP.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

8.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le responsable OFB de l'étude (cf. paragraphe 5.1 du présent document) est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire ;
- suivre le projet afin de respecter le calendrier des actions et des livrables ;
- valider les livrables des différentes phases du projet ;
- veiller au respect du cahier des charges.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 9 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP. Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande ([Formulaire DC4](#) ou équivalent) comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

10.1 Confidentialité

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

10.2 Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, du Pouvoir Adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. Une Partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses Sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il les fait figurer au sous-traité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au marché.

ARTICLE 11 : PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions du chapitre 6 (articles 34 à 37) du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

Finalités et besoins d'utilisation des résultats :

Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- Publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- Évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- Permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;

- Assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- **Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence**, il doit justifier, au moment de l'attribution du marché qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 : PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14 : RESILIATION

Par dérogation au chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché.

En cas de survenance d'un événement rendant impossible ou manifestement excessivement onéreuse l'exécution du marché, notamment en raison de circonstances imprévisibles ou de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité ou compensation, sauf disposition légale impérative contraire.

Cette résiliation pourra être prononcée par décision unilatérale, après notification écrite au titulaire, précisant les motifs et la date d'effet. Le titulaire renonce expressément à toute réclamation ou recours fondé sur les conséquences économiques de cette résiliation, sauf en cas de faute du pouvoir adjudicateur ou de violation manifeste des obligations contractuelles.

ARTICLE 15 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)¹ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques d'achats
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

¹ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite² .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATIONS

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG de référence
<i>Représentant du titulaire</i>	5.2	3.4.1
<i>Délai d'exécution</i>	5.3	13.2.3
<i>Prix</i>	6.2	10.1.3
<i>Assurance</i>	13	9
<i>Résiliation</i>	15	Chapitre 7

² <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>